

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Coup-d-Etat-au-Paraguay>

# Coup d'Etat au Paraguay

- Les Cousins - Paraguay -

Date de mise en ligne : mardi 26 juin 2012

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le 22 juin, le Sénat paraguayen a destitué le président Fernando Lugo à la suite d'une procédure prévue par la Constitution, mais dont le déroulement s'est avéré [plus que litigieux](#).** M. Lugo a néanmoins accepté de se retirer tout en dénonçant un « *coup d'Etat* » qui « *meurtrit le Paraguay et sa démocratie* » [1].

[Elu en 2008](#) à la tête d'une large coalition, M. Lugo n'a jamais bénéficié d'une majorité dans les assemblées du pays, son ancien allié, le Parti libéral radical authentique (PLRA, droite), se retournant très vite contre lui. Si, conformément à la Constitution, le Parlement paraguayen a nommé le vice-président Federico Franco (membre du PLRA) au sommet de l'Etat, sa décision a fait l'objet de vives critiques dans la région.

« *Voici donc comment on procède désormais pour réaliser un coup d'Etat* », a [déclaré](#) le ministre des affaires étrangères du Venezuela, M. Nicolas Maduro, le 22 juin. La présidente argentine Cristina Fernández a précisé le même jour que Buenos Aires « *n'accepterait pas le coup d'Etat au Paraguay* », promettant « *des mesures appropriées* » du sommet du Marché commun du Sud (Mercosur [2]) de la semaine prochaine [3]. Son homologue brésilienne, Mme Dilma Rousseff, a suggéré que le Paraguay pourrait être expulsé du Mercosur et de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Le président équatorien Rafael Correa a, pour sa part, souligné que son gouvernement « *ne reconnaîtrait aucun autre président paraguayen que Fernando Lugo* » [4]. Plus modéré, le président péruvien Ollanta Humala a qualifié la destitution de M. Lugo de « *revers pour la démocratie qui oblige nos pays à se montrer vigilants* » [5].

Mais, à l'image de [l'épisode hondurien](#) de juin 2009, la situation paraguayenne révèle la division de la région. Si une délégation de ministres des affaires étrangères des pays de l'Unasur s'est rendue à Asunción pour tenter de faire respecter l'ordre constitutionnel, ce ne fut qu'après que le Brésil ait « tapé du poing sur la table » pour surmonter la résistance du Chili et de la Colombie, deux pays gouvernés par la droite. Forts de ce soutien implicite, les députés paraguayens ne réservèrent que « *silence et indifférence* » à la délégation, comme le rapporte M. Maduro [6]. Certes, M. Juan Manuel Santos, le président colombien, a regretté le départ de M. Lugo. Il a toutefois indiqué que, selon lui, « *d'un point de vue formel, il n'y a pas eu de rupture de l'ordre démocratique* » [7]

Venezuela, 2002. Bolivie, 2008. Honduras, 2009. Equateur, 2010. Paraguay, 2012... Avortées ou réussies, les tentatives de coup d'Etat ne sont plus rares en Amérique Latine. Les classes dominantes de la région peineraient-elles à accepter la transition démocratique ?

[LMD](#). paris, le 23 juin 2012

---

[1] « [Fernando Lugo : "me voy por la puerta ancha, la del corazón de mis compatriotas"](#) », *América Economía*, 22 juin 2012.

[2] Créé par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay en 1991.

[3] « [Mercosur/Unasur anticipate "appropriate measures" against coup in Paraguay](#) », MercoPress, 23 juin 2012.

[4] *Ibid.*

[5] « [La destitución de Lugo en Paraguay es un revés a la democracia, afirma Perú](#) », *ABC Color*, 23 juin 2012.

[6] « [Cancilleres de Unasur no reconocen a Federico Franco como sucesor de Lugo](#) », *América Economía*, 22 juin 2012.

[7] « [Santos lamenta "remoción" de Lugo](#) », *ABC Color*, 22 juin 2012.